



SOCIÉTÉ

CRISE DU CORONAVIRUS

TESTS SALIVAIRES

Dernière chance avant fermeture des écoles ?

Réclamé par les enseignants et les élus, le dépistage des élèves monte en puissance dès aujourd'hui, jour de rentrée de la zone C. Objectif : briser les chaînes de contamination.

PAR THOMAS POUPEAU

C'EST PARTI pour le retour en classe... Mais jusqu'à quand ? Alors que le pays est en proie à une flambée épidémique, la zone C (Paris, Créteil, Versailles notamment) reprend aujourd'hui, une semaine après la zone A (Bordeaux, Lyon, Poitiers...), la rentrée de la zone B (Aix-Marseille, Lille, Nancy, Metz...) étant le 8 mars. En tout, 8 millions d'élèves reviennent sur les bancs de l'école. Pas anodin alors que 20 départements sont désormais placés sous « surveillance renforcée ».

Pour briser les chaînes de contamination, la question de la fermeture des écoles est plus que jamais posée. Mais le gouvernement dégage cette semaine son arme fatale pour l'éviter : les tests salivaires. Un dépistage « massif », soit 300 000 tests par semaine d'ici à mi-mars, a promis jeudi Jean Castex. Aujourd'hui, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, assistera à un dépistage dans une école de Haute-Saône.

Dans chaque zone, 50 000 tests prévus la première semaine

Contactée, la Rue de Grenelle

rappelle qu'il n'est « pas d'actualité » de fermer les établissements scolaires : « Cette rentrée sera effective, ainsi que celle du 8 mars. » Jean-Michel Blanquer s'est toujours opposé à cette idée, par crainte d'un décrochage massif. Avant les vacances, la Haute Autorité de santé (HAS) a donc donné son feu vert pour le déploiement de tests salivaires pour les élèves du 1^{er} degré, « moins intrusifs » que les écouvillons de 15,5 cm à enfoncer dans le nez, qui rebutaient les petits. Dans ce cas,

les tests consistent à cracher dans un tube, ensuite transmis au laboratoire.

« Les premiers ont démarré en zone A », indique l'Éducation nationale. Qui ajoute que 50 000 tests sont prévus pour la semaine de rentrée dans chaque zone, sans pouvoir préciser combien ont été réalisés. Le rythme devrait passer à 80 000 par semaine, jusqu'à atteindre 300 000, comme promis. Trop tôt, en revanche, pour un premier bilan.

Ils seront déployés « dans les zones à risques », notamment les départements en surveillance renforcée. Pas de réitération de l'opération : ce sera un « one shot » dans cha-

que établissement dépisté, précise le ministère. En revanche, une expérimentation a débuté sur un panel de dix écoles, collèges et lycées par académie, soumis à des dépistages tous les quinze jours. Parallèlement, 300 000 tests nasopharyngés hebdomadaires sont déployés depuis plusieurs semaines pour les élèves du 2^d degré.

Cette opération commando sera-t-elle suffisante ? Elle répond en tout cas, en partie, au souhait de nombreux élus qui souhaitent « tout tenter » avant de décider d'un confinement intégrant les écoles. Comme Stéphane Troussel, président (PS) du conseil dé-

partemental de Seine-Saint-Denis, qui réclamait « des moyens renforcés » et « davantage de tests » à l'issue du placement de son territoire en surveillance renforcée.

Incompréhension chez les médecins et les chercheurs

Las, de plus en plus de médecins pointent l'école comme le dernier levier pour freiner le virus. « En France, il y a un dogme pour dire qu'il ne se passe rien dans le milieu scolaire », peste l'épidémiologiste Dominique Costagliola. Même son de cloche chez Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale, à Genève (Suisse). « On sait que le virus se transmet entre enfants, et d'enfant à adulte. Entre le couvre-feu, les confinements locaux, le télétravail, il n'y a presque plus que les enfants qui ont des contacts sociaux. Si la contamination est en hausse, ils sont une partie de l'explication. »

Enfin, l'offensive récente des variants change la donne. Ils sont plus contagieux, y compris chez les enfants. Leur gestion a récemment évolué : s'il n'est plus question de fermer automatiquement une



En fonction des situations locales, notamment s'agissant des variants, des fermetures peuvent être décidées

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION



classe en cas de variant anglais – car on aurait pu craindre trop de fermetures d'écoles, ce variant étant désormais majoritaire –, c'est systématique dans le cas du brésilien ou du sud-africain. « En fonction des situations locales, notamment s'agissant de ces variants, des fermetures d'écoles peuvent être décidées », précisait hier le ministère. C'est le cas à Chambourcy (Yvelines), où les portes restent closes aujourd'hui après la découverte de 12 cas de contamination, en partie liés aux variants sud-africain et brésilien.

RÉACTIONS

La directive qui inquiète les profs

SERONT-ILS mis à contribution pour faire passer les tests salivaires ? C'est la crainte de certains enseignants, au premier rang desquels le Snuipp-FSU, syndicat majoritaire chez les professeurs des écoles. Cette semaine, une note de l'Éducation nationale adressée à un établissement test laissait entendre que le personnel de l'Éducation nationale devrait « superviser » ces dépistages. « Je ne suis pas laborantine, j'ai perdu assez de temps sur le programme, ce n'est pas pour me coller aux tests salivaires ! », déplore Hélène, prof dans le Nord.

« C'est une logistique compliquée, puisqu'il faut, en amont, recueillir l'accord des parents », renchérit Benjamin, directeur d'une école dans le Rhône, qui accueille un dépistage cette semaine. D'autres craignent d'être infectés lors des tests, qui consistent à tendre un tube aux enfants pour qu'ils crachent dedans, avant de le sceller et le remettre à un laboratoire.

« Cela pose une foule de questions : est-il prévu des équipements de protection ? Y aura-t-il un nettoyage des locaux servant aux tests où les enfants auront émis une multitude de postillons ? Quelles consignes d'aération pour empêcher l'aérosolisation (NDLR : le virus voyage dans l'air au travers d'aérosols) ? » égrène Guislaine David, déléguée nationale du Snuipp-FSU.

« Ce sera sur la base du volontariat »

Au ministère, on constate l'émoi provoqué par l'information... que l'on tempère largement. « Ce sera sur la base du volontariat », martèle l'entourage de Jean-Michel Blanquer, indiquant que les médecins et infirmières scolaires peuvent aussi être mis à contribution.

Si des membres du personnel ne souhaitent pas participer, « le directeur académique peut demander un renfort à l'ARS (NDLR : agence régionale de santé) », précise l'institution. Qui dit aussi que chaque dépistage sera « encadré par un laborantin ». Rue de Grenelle, on brandit aussi des sondages réalisés par des rectorats auprès de profs et de parents, montrant une adhésion au dépistage massif à 85 %.

T.P.

86 454 décès en France

(depuis le 2 mars 2020, dont Ehpad, hors morts à domicile)

61 598 décès à l'hôpital (+ 122)

24 856 décès en Ehpad et étab. médico-sociaux (+ 255)*



25 280 pers. hospitalisées (+ 291)

dont **3 492 en réanimation (+ 39)**



Taux de positivité des tests 7,3 % (+ 0,1 pt)

Evolution quotidienne du nombre de cas confirmés en France

+ 19 952

1^{er} jui. 2020 28 fév. 2021

Vaccin : évolution du nombre d'injections

4 550 370

(dont 1 582 433 2^e doses)

Fin déc. 27 février

* Entre mardi et vendredi.

SOURCES : SANTÉ PUBLIQUE FRANCE, MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DATAGOUV.FR



Côte-d'Or, la semaine dernière. Les tests ont déjà commencé dans certaines régions.



Cantines, détecteurs... Ces autres solutions

C'EST L'HYPOTHÈSE ULTIME, qui poserait peut-être « plus de problèmes qu'elle n'en réglerait », glisse-t-on au ministère de l'Éducation... mais qui revient dès qu'on cherche une solution contre l'épidémie. Fermer les cantines, le seul lieu où les élèves tombent le masque, postillonnent, partagent un broc d'eau, est-il le dernier recours avant de décider de fermer les écoles ?

« C'est un lieu a priori dangereux puisque les gestes barrière tombent », résume Bertrand Maury, mathématicien, spécialiste en modélisation dans le milieu scolaire. « 44 % des enfants infectés le sont par des adultes dans la cellule familiale, quid des 56 % restants ? interrogeait récemment Christophe Bartard, pédiatre du Val-de-Marne. Je ne vois pas comment la cantine ne représenterait pas un grand pourcentage... »

Mettre la restauration scolaire à l'arrêt, un choix risqué

Reste le coût social, notamment dans les quartiers populaires où la cantine représente pour nombre d'enfants « le seul repas correct et équi-

libré de la semaine », note un principal du 93. A Marseille, 2 000 élèves issus de foyers modestes bénéficient de la cantine gratuite. « Les en priver serait une discrimination évidente », commente un prof de zone d'éducation prioritaire. Alors au ministère, on confirme : « C'est non... pour l'instant »

A court terme, nombre de spécialistes s'accordent à dire qu'un levier « rapide et réalisable » pour empêcher de fermer les établissements réside dans la ventilation. Bertrand Maury, qui fait partie d'un groupe de chercheurs nommé Projet CO₂, explique : « Il faut installer des détecteurs de CO₂ dans les écoles : c'est rapide, pas très cher, et cela n'a pas encore été fait à grande échelle. » A quoi ça sert ? « A mesurer le taux de dioxyde de carbone, notamment contenu dans l'air qu'on expire. Plus il y en a dans l'air d'une salle, plus celui-ci est vicié et potentiellement saturé de Covid-19, développe le chercheur. Un détecteur permettrait de savoir si la salle est fréquentable et quand il faut aérer et ventiler. »

T.P.

